

DEPARTEMENT DU GARD

REPUBLIQUE FRANCAISE



MAIRIE DE SAINT NAZAIRE
30200

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2026- 10RH
PORTANT DELEGATION A UN ADJOINT

Le Maire de la Commune de Saint-Nazaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-18 qui confère le pouvoir au Maire d'une commune, de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints,

Vu la délibération du conseil municipal du 20 mars 2026 fixant le nombre des adjoints,

Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints du 20 mars 2026

Considérant que pour le bon fonctionnement des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les Adjoints du Maire,

ARRETE

Article 1 : A compter du 20 mars 2026, Mme MAHEO Stéphanie, 4^{ème} adjointe, est déléguée pour intervenir dans les domaines concernant la vie sociale et associative et aux liens intergénérationnels

Elle exercera les fonctions suivantes :

- - La gestion des actions et projets liés à la vie sociale
- La coordination des activités associatives relevant de la collectivité
- La mise en œuvre des initiatives favorisant les liens intergénérationnels

La signature par Mme MAHEO Stéphanie des pièces et actes suivants : bons de commande et devis relatifs à l'organisation des actions sociales, des activités associatives, devra être précédée de la formule suivante : « par délégation du MAIRE ».

Article 2 : La présente délégation étant consentie par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes, signés à ce titre.

Article 3 : Le Maire de la commune de Saint-Nazaire, la Directrice Générale des Services et le Trésorier de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Article 4 : La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en Mairie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Notifié le 20/03/2026

Fait à Saint-Nazaire, le 20 mars 2026

Mme MAHEO Stéphanie

Le Maire,

Signature

Mr Gérald MISSOUR

